

# L'ENVOI

Pavé anarchiste  
apériodique

lepetitpave@riseup.net  
<https://envol.noblogs.org/>



N°1  
Décembre 2019

## NI CELLULE FAMILIALE ... NI LAISSES ÉLECTRONIQUES !

Depuis quelques temps la problématique des « violences faites aux femmes », déborde certaines cuisines, morgues et tribunaux (...) pour occuper davantage d'espace socialement, médiatiquement et dans les agendas politiques (le dernier exemple étant les dizaines de milliers de manifestant-es dans les rues fin novembre). Le gouvernement s'appuie sur une urgence présente depuis des lustres et une colère plus amplement partagée qu'à l'ordinaire pour avancer des « réponses » qui renforcent sa main mise sur différents pans de notre existence, en introduisant des moyens de surveillance et de contrôle qui nous<sup>1</sup> débequent. C'est ce qui s'était déjà passé avec le fichage ADN (créé pour les délinquants sexuels et élargi progressivement à la quasi totalité des délits), le développement de la vidéosurveillance ou la multiplication des appels à la délation. Assigné-es fille à la naissance et issu-es de lignées de femmes qui ont dû affronter des violences sexistes et sexuelles, nous refusons de déléguer quoi que ce soit aux uniformes, pour-la-loi ou spécialistes de tous poils, et d'être une fois de plus dépossédée-s de nos histoires, des mots que nous voulons poser dessus et des manières d'y survivre ou de lutter contre, seules ou à plusieurs. **Nous nous méfions du sentiment d'urgence quand il pousse à s'inscrire dans le cadre défini par le pouvoir pour demander plus de lois, de droits, adhérer au mythe du « progrès social » et gober le matraquage idéologique présentant la démocratie, sa justice et la technologie comme solutions à tous nos problèmes.**

« NE ME LIBÈRE PAS JE M'EN CHARGE ».

Parler de « victimes »<sup>2</sup> implique trop souvent que les personnes dont il est question sont « détruites » par ce qui leur a été imposé (si elles ne le sont pas c'est utilisé pour les accuser de mentir ou pour dire que « c'était pas si grave ») et/ou qu'elles ont été passives dans les situations, ce qui vient renforcer un discours écœurant de misogynie : « elles sont victimes par nature »<sup>3</sup> et « si elles restent c'est qu'elles le veulent bien ».

Pratique pour dédouaner les auteurs de violences ou les témoins silencieux-ses, nourrir l'illusion de ne pas être concerné-es (parce qu'on est malignes, on se laisserait pas avoir, nous) et au final culpabiliser celles qui se sont retrouvées dans des histoires merdiques ! *C'est quoi ces conneries ?* Le responsable est toujours la personne qui exerce de la violence, et le « cycle des violences conjugales »<sup>4</sup> commence rarement par un tabassage... Il s'installe progressivement, par tout un tas de remarques et d'impositions qui, prises isolément, pourraient sembler anodines mais qui mises bout à bout créent, profitent (de) et/ou renforcent une situation de dépendance, d'isolement et/ou de précarité (émotionnelle, physique ou économique) qui permettent à l'auteur des violences d'asseoir sa domination.

Ces situations sont beaucoup trop répandues pour n'être le fruit que de quelques individus horriblement horribles ou repérables de très loin. **Le fait que tant de personnes (et parmi elles tant de femmes) soient mises en difficulté à un moment de leur parcours témoigne de la puissance des mécanismes de domination, de manipulation et d'emprise mis en place par les auteur-es<sup>5</sup> de violences. Ces mécanismes, qui mettent en jeu des endroits de fragilité propre à tout individu ainsi que différents rapports de domination selon les situations, sont durs à désamorcer même quand on les identifie clairement.**

Une des représentations autant partagée que nocive (et indissociable d'une représentation patriarcale) est l'image de « LA Madone », la femme-sacrifice, tout-à-la-fois dénigrée et mise sur un piédestal par la religion, définie en fonction de son statut de fille, femme ou de mère (si possible de garçons) ; qui fait passer sa vie et

ses désirs derrière ceux de son entourage (avec humilité), qui prend sur ses épaules la mission de sauver un-e conjoint-e (ça ne marche pas) ou de le/la faire changer (?) et se dévoue jusqu'à s'effacer. Elle a été tellement intériorisée au fil des siècles qu'elle est véhiculée y compris par des personnes qui ne se reconnaîtraient pas comme chrétien-ne-s (pour prendre la religion qui a le plus imprégné ce recoin du monde). En assignant aux femmes ce rôle de soin, de dévouement et d'empathie, le patriarcat contribue largement à ce qu'elles aient plus de chemin à parcourir pour se définir et se vivre comme des individus autonomes, se projetant et vivant leurs désirs en dehors du couple (« forcément » hétérosexuel et exclusif) et de la maternité.

**Tant que l'amour romantique, et ses préceptes toxiques : la hiérarchisation des relations, « la fusion ou rien » ; l'illusion de ne pas pouvoir vivre sans l'autre et le fait de le ou la placer au centre de son existence, la jalousie comme preuve d'amour ou le fait de considérer que c'est normal de s'engueuler « quand on est amoureux »... Et tant que la « cellule familiale » c'est-à-dire le premier endroit du dressage et un cadre idéal pour les violences physiques, économiques, psychologiques, sexuelles... seront présentées comme des valeurs positives et le seul horizon possible, on sortira pas de ce merdier.**

En arrêtant leur regard aux seules personnes impliquées directement, les pour-la-loi nourrissent l'illusion qu'il serait possible de faire cesser ces violences (simplement) en pénalisant les individus auteurs de violences ou en « prenant en charge » celles qui en sont « victimes ». (Autrement dit en gardant le restant de la structure sociale intacte). Non content-es d'instaurer la possibilité de déposer plainte à l'hôpital, ces crapules envisagent le signalement des personnes qui subissent des violences par le personnel médical (*en « demandant le consentement de la personne »*). Brrr. Cette brillante proposition a fourni l'occasion à un chirurgien quelconque d'envisager une procédure de signalement sans l'accord de la personne concernée sur l'antenne de france-intox ... « *Pour les enfants battus le chirurgien a obligation de prévenir sinon c'est non assistance à personne en danger pourquoi ne pas le faire pour les femmes ?* ». On résume : un type, de classe moyenne ou supérieure, fait du haut de sa science (qui lui donne un pouvoir non négligeable vis-à-vis de « ses » patient-es) une comparaison entre deux catégories de population effectivement dominées : les enfants et les femmes cisgenres<sup>3</sup> (on l'imagine pas prendre en compte les femmes trans). Et sa proposition est de mettre encore plus de pouvoir entre les mains des médecins.

**Ce paternalisme hypocrite, qui invalide le consentement des « victimes » sous prétexte de le faire pour leur bien ou parce que « les faits sont graves », fait des ravages également sur le plan juridique (en cas de harcèlement, viols et agressions sexuelles). En s'appuyant sur des témoignages publiés pour lancer des procédures judiciaires contre le choix des premières concernées, l'État leur confisque la prise qu'elles avaient... niant au passage leur force, leur autonomie, intelligences et capacité à sentir et à trouver ce dont elle ont besoin pour survivre. Les voilà sommées de n'utiliser que le sacrosaint cadre légal pour parler ou de se taire à nouveau, au risque d'être attaquées pour diffamation. Les voilà donc remises à leurs places de victimes.**

CAUSONS BRACELETS, VOULEZ-VOUS ?

La mesure la plus emblématique du volet de réformes annoncées par le gouvernement est la mise en service d'un bracelet électronique dit « anti-rapprochement » (le « DÉPAR »), qui devrait être « proposé » à certaines personnes « cibles » de violences dès début 2020 après dépôt de plainte au civil ou au pénal ou encore suite à une « ordonnance de protection ». Beloubet (sinistre de la justice) envisage en parallèle la création d'un délit de « refus de port de DÉPAR » qui concernerait les personnes « auteurs ». Ce dispositif qui existe en Espagne depuis une décennie est inscrit dans

<sup>1</sup> Le texte a été écrit par une seule personne mais a été lu, relu et beaucoup amélioré suite aux discussions avec plusieurs compagnon-nes. Ça me faisait vraiment bizarre de le laisser au « je » et ça me semble pas complètement satisfaisant de le mettre au « nous » non plus. Ce « nous » là n'est surtout pas un « nous les femmes ». C'est le nous des personnes qui ont contribué à ce texte d'une manière où d'une autre, et/ou qui en partagent le contenu. Hop-là!

<sup>2</sup> Ce terme de « victime » réduit la personne à quelque chose qu'elle a subi en passant sous silence les stratégies et ripostes qu'elle a mis en place (avant, pendant, et parfois après), seule ou avec des proches. Le choix d'insister sur le fait que la personne a surmonté ce qui lui est arrivé de traumatique en utilisant le terme de « survivant-e » me parle davantage dans certains cas mais la personne est encore lue par le prisme de ce qui lui a été imposé.

<sup>3</sup> **Tout comme les autres systèmes d'oppression**, le système patriarcal a été justifié selon les époques à grand renfort de sciences, de religions ou en prêtant aux un-es et aux autres des traits de caractères censés expliquer ou justifier la domination.

<sup>4</sup> Y a deux émissions de radio que je trouve plutôt chouettes et qui sont écoutables sur le site [www.radiorageuses.org](http://www.radiorageuses.org). « **violences conjugales on en parle** » (collectif d'horizons mordantes) et « **violences conjugales lesbiennes** » (collectif dégenré).

<sup>5</sup> Les violences conjugales qui existent en dehors du cadre hétéro, que ce soit dans des couples homosexuels ou comportant une ou des personnes trans s'inscrivent aussi dans le cadre du patriarcat parce que chacune des personnes impliquées a pu subir des violences patriarcales (inceste, viols, agressions transphobes, homophobes...). Une lesbienne qui exerce de la violence sur sa compagne en tire des avantages personnels **mais ces violences ne renforcent pas le système patriarcal**. Un homme cisgenre (dont l'expression de genre correspond à celle qui lui a été assignée à la naissance) qui exerce des violences sur sa compagne bénéficie de sa position de dominant, en tire un pouvoir personnel et renforce en retour le pouvoir collectif des hommes sur les femmes.

## BRÈVES, GLANÉES ICI ET LÀ.

- **Lèche-vitrine...** J'étais allée admirer les étoiles fraîches de l'hôtel de luxe de Noailles à Marseille (qui s'est fait fracasser les vitrines pendant la manif du 9 novembre) ... Nos sourires respectifs ne laissant aucun doute il me dit « C'est normal ! », il parle de Hong-Kong en disant que les patrons de l'hôtel s'en sortent bien. On se sépare après une ou deux autres « blagues ». Je n'ai aucune idée de qui a fait ça et non seulement je m'en fous mais j'espère vraiment qu'ils ou elles ont pris plaisir et ne se feront pas chopper. Ce serait dommage que les centaines de personnes qui ont souri en voyant les étoiles imaginent qu'il y avait forcément des gars en dessous des capuches...

- **Coups de griffes...** Ça me rappelle une fois où y avait marqué « violeur » en gros sur la vitrine d'un kiné à Paris ; une fois où un client qui avait refusé de payer une passe a retrouvé sa caisse carbonisée ; une autre où un énième auteur de violences conjugales (qui continuait à faire de la merde) s'est réveillé avec son camion et les murs devant sa maison recouverts d'un texte qui parlait de ça ; ou une dernière où un autre a trouvé son blase et « violeur » écrit sur le mur de son taff un matin.

- **Méfie-toi.** Elle commence à se balader seule le soir. Elle dégage un truc hyper tranquille, ouvert et doux. Un type lui dit « t'es bonne toi » quand elle passe, et c'est déjà une fois de trop. Elle se retourne, lui attrape la tête et la claque sur le rétroviseur de la bagnole à côté ; vérifie qu'il est encore vivant avant de se barrer très vite. Quand on en parle elle est à la fois mal, désolée et en colère. C'est le soir dans une cuisine, sa mère et sa sœur cadette la rassurent et l'appuient en lui disant « t'as fait comme t'as pu. C'est pas toi le problème ».

le droit français depuis 2009 (après procès et condamnation), mais n'était pas utilisé faute de décrets d'applications. Les saletés imposées lors d'aménagements de peine ou de libération conditionnelle permettent aux larbins en uniforme de valider/contrôler la présence d'un individu dans un espace donné à heures fixes (que ce soit le travail ou le domicile) et de déclencher l'alerte si la personne n'est pas où elle est censée être. Le DÉPAR devrait permettre la géolocalisation permanente de l'auteur des violences. Les flics et la personne qui les a subies sont prévenu-es dès que celui-ci entre dans un périmètre « interdit » (domicile, lieu de travail, école des enfants...) ou se rapproche trop de la personne cible, localisée elle aussi h24 par le biais d'un boîtier. Ce double dispositif (bracelet pour la personne auteur, et boîtier pour la personne cible) ne fait pas l'unanimité en Espagne, y compris chez les féministes institutionnelles, car il maintient un lien que la personne qui a subi les violences peut avoir besoin de briser pour passer à autre chose, et car la multiplication des « fausses alertes » entretient un état de stress permanent. Certaines de ces dernières viennent de problèmes de couverture réseaux (ces merdes fonctionnent à la 4G) et d'autres des auteurs décidant de faire sonner l'alarme en slalomant avec les limites du périmètre autorisé : enflures !

**Cette géolocalisation « de protection » n'est pas l'apanage du DÉPAR.** Le smartphone et sa kyrielle d'applications ont, sous couvert de loisirs ou de praticité, contribué largement à rendre cette traçabilité acceptable voire désirable, qu'il s'agisse d'esquiver sa trouille de la solitude ou satisfaire son égo, soigner son profil ou trouver une place de parking, dégouter une enseignante ou encore un « plan cul », partager localisations et activités des un-es et des autres personnes au sein d'un même groupe de potes-ses (...). **Cette « ère de la transparence », de la disponibilité permanente et du voyeurisme 2.0 donne de nouvelles armes à des conjoints violents ou autres harceleurs et convient parfaitement aux visées du pouvoir en matière de contrôle des villes et des corps.** Non content-es de servir leurs « datas » sur un plateau aux flics et autres mouchards, de trimballer un objet qui sert de micro d'ambiance et de balise GPS, de nourrir les futurs logiciels de reconnaissance faciale avec leurs photos (...) de plus en plus de smartphoneur-euse-s utilisent le puçage de leurs proches pour avoir un œil sur ell-eux en permanence, quand il ne s'agit pas d'un espionnage en bonne et due forme. Daron-nes jugeant utile, sous couvert de sécurité, d'avoir accès à ce qui transite sur le téléphone de « leur » enfant et de savoir si celui-ci s'éloigne des périmètres autorisés (le fait qu'en cas d'enlèvement le téléphone est la première chose jetée est déjà utilisé pour proposer l'implantation de puces sous-cutanées... Mais jusqu' où iront le contrôle et son acceptation ?), ou crapules installant pour leur propre compte un logiciel indétectable sur le téléphone de leur « moitié », afin d'intercepter vidéos ou textos, communications, messages postés sur les réseaux sociaux, etc. Nombreuses sont les raisons de se défaire et de tenter de saboter ces laisses électroniques...

## LE BON GRAIN ET LA MAUVAISE GRAINE.

**Le statut de « victime » reconnu aux personnes qui remplissent les exigences de l'État s'accompagne d'une pression plus grande envers celles qui ne peuvent ou ne veulent pas y recourir, quelles qu'en soient les raisons : l'emprise, la difficulté à s'envisager seules, des doutes sur le fait que ça peut « servir à quelque chose », la peur de représailles venant de la personne violente ou la méfiance envers les uniformes** (parce que les personnes n'ont pas les bons bouts de papier, parce qu'elles sont sûres de subir du racisme, de la transphobie, de l'homophobie si ell-eux vont au commissariat) **ou encore par refus de la délégation ou haine de la taule (etc).**

L'État et ses larbins prétendent faire le « tri » entre les « bonnes » victimes à protéger et celles à punir parce qu'elles sont sorties de leur rôle « passif » pour rendre les coups, contestant au pouvoir son monopole de la violence autorisée. Tous les ans, une dizaine de femmes sont ainsi condamnées pour le meurtre de leur (ex) conjoint, qui intervient la plupart du temps après des mois, des années, quand ce ne sont pas des décennies de violences. **Le fait de ne pas avoir porté plainte leur est systématiquement reproché. On imagine sans peine que le refus de porter le DEPAP (présenté comme LA solution) sera également mis dans la balance et utilisé à charge par les tribunaux.** On se souvient de Jacqueline Sauvage qui s'était dénoncée aux flics après le meurtre de son mari (reconnu par tous-tes comme un sombre connard: violent, violeur, incestueux...) et de la « grâce » qui lui avait été accordée après quarante années de violences, plusieurs années passées en taule, une condamnation à dix ans et une énorme campagne de soutien politico-médiatique. On se souvient moins de la place qu'avaient pris durant ce procès le fait que ni l'accusée ni ses filles n'avaient porté plainte contre Norbert Marot. La présidente du tribunal avait osé dire à ces dernières qu'elles avaient fait « le malheur de leur mère » en ne portant pas plainte ! Pour ne pas être en reste le procureur (cette immonde crevure) avait argumenté contre la « légitime défense » en prétendant que Jacqueline avait fait un usage « disproportionné » de la force (les dernières violences de Norbert n'ayant entraîné « que » trois jours d'incapacité temporaire de travail).

**La soit-disant « opinion publique » et les féministes institutionnelles qui s'étaient indignées alors se font beaucoup plus discrètes quand les types tués ont meilleure presse ou que les accusées ne se sont pas dénoncées d'elles-mêmes aux uniformes.** Pas question de grâce pour B., considérée comme « ambivalente » par les charognes en toge parce qu'elle avait refusé l'intervention des gendarmes à plusieurs reprises, n'avait pas porté plainte ou souhaité être mise en relation avec une association de soutien aux victimes de violences conjugales ; pour É. ou A. qui ont tenté de se débarrasser du corps de leurs violenteurs respectifs, ou pour F. qui a déclaré lors de son procès en assise qu'elle « *regrettait qu'il soit mort mais pas d'être en vie* ». On ne trouvera sans doute pas leurs noms sur les murs, à elles... **Et quoi ? On les zappe ? On gobe le discours des journaux qui osent parler de « peine clémente » quand elles sont condamnées à moins de dix ans de zonz', ou sortent à l'issue d'une préventive de plusieurs années ?**

## « RÉFORMISME OU RÉVOLUTION ? »

Les différents rapports de domination (racisme, capitalisme, patriarcat, spécisme...) qui structurent cette société s'entrelacent, s'alimentent et se renforcent les uns les autres. L'État participe et bénéficie de ces dominations structurelles par le biais de ses institutions ; qu'il s'agisse de l'école, du trio police-justice-taule, de la médecine (mentions spéciales à la gynécologie et la psychiatrie), son armée etc. Ce même pouvoir qui se dit « progressiste » laisse/fait crever des milliers de personnes aux frontières, donne carte blanche aux flics assassins ou violeurs et des permis de chasse à des générations de mecs qui y trouvent l'occasion d'apprendre à manier les armes, d'affiner leur art de la prédation, seuls ou en meutes ; et d'affirmer leur contrôle du territoire (représentant un danger très concret pour les animaux non humains en premier chef, mais également pour quiconque se trouve là : qu'il s'agisse d'individus tentant de traverser une frontière, de simples passant-es souhaitant jouir des couleurs et saveurs de l'automne, ou de révolté-es tentant de se frayer un chemin).

Nous n'avons que faire d'une justice anti-sexiste ni d'une égalité hommes-femmes qui laisserait intactes le restant des dégueulasseries de ce monde. Dire cela a des implications concrètes à plein de niveaux, qu'il s'agisse de cracher dans la main tendue par certaines politiciennes ou féministes maintream (type « *Osez le féminisme* ») et leurs appels aux « fronts communs » (à condition de rester sur leur terrain, de donner de la force à leurs paroles et leurs revendications) ou d'aller plus loin en affirmant que non seulement on ne va pas se battre ensemble, mais qu'elles font partie de ce contre quoi on se bat.

**Il n'y a pas de liberté possible à l'ombre d'un pouvoir quel qu'il soit, ou de quiconque nous voudrait désarmées et soumises à ses lois. Nous refusons de laisser à l'État le monopole de la violence et du tri entre les colères, les actes de révolte ou de survie jugés comme légitimes ou pas. Ne pas se laisser absorber ou paralyser par une/des urgences sur laquelle nous n'avons que peu de prises ouvre tout un éventail de questions passionnantes à celles et ceux qui rêvent d'une liberté sans mesure. Ça me semble être un des préalables nécessaires pour trouver une forme de justesse dans nos manières de se positionner face à des situations qui touchent des proches (ou moins proches), rompre avec les logiques d'alliances politiciennes, se demander ce que nous désirons vraiment et poser les jalons de luttes qui ne soient pas récupérables, intégrables ou cantonnées aux logiques de ce monde mortifère. Des luttes basées sur l'auto-organisation (sans chef-fes, partis ni aucune organisation formelle) l'affinité et l'action directe (sans représentant-es, ni porte-voix) et contre l'ensemble de ce que nous voulons voir détruit (État, capitalisme, patriarcat, racisme...). La réappropriation de la violence dans un but émancipateur est un enjeu crucial.**

## CE QUI DÉGOÛTE LE CŒUR, QUE LA MAIN S'Y ATTAQUE.

**(suite brèves) « On nous tue et vous nous parlez de tags sur des murs ». « Ils ne nous protègent pas, ils nous violent » : des milliers de femmes manifestent contre les violences machistes au Mexique (viols y compris policiers, neuf femmes tuées par jour en moyenne)... Les médias quand à eux parlent des tags et des destructions qui ont lieu pendant la manifestation.**

**- Lâche moi la grappe... Quand à 60 ans, X envoie chier pour la première fois un homme qui lui parle comme à un bout de chair. Quand on est masquées dans la rue le soir, qu'il ose venir nous voir en mode « oh les filles vous faites quoi? vous avez l'air cheloues... » et se fait dégager fissa. Quand je peine à me débarrasser d'un relou (je me sens pas en danger mais c'est chiant) et qu'une inconnue le voit, s'approche, ignore le relou, se claque face à moi et me dit très fort « Salut copine, comment tu vas ? ». C'est super, on laisse le relou en plan et on part en se marrant...**

**- Bonheur salarial... Après avoir mis une première collègue au sol, il fait une clé de bras à une deuxième. Celle ci décide de ne pas se servir de son poing, mais la bouche plaquée contre l'oreille du connard elle pousse un cri très fort qui lui déchire le tympan. Le type lâche prise et se plie en deux en se tenant les couilles, comme si c'était là que le coup avait porté...**

## LE SEXISME C'EST DÉPASSÉ ?

Ils sont trois : quand je les croise l'un dit « *elle a un beau corps, et un visage simple* »... J'ai entendu des façons de parler beaucoup plus crades mais sa manière très « clinique » (lui dira « objective ») de décrire l'absente m'énerve très vite. Ils s'éloignent déjà quand je leur crie que la personne dont ils se permettent de parler n'est pas un morceau de viande (merde à la fin!). Celui qui se retourne me dit « *viens, explique, j'ai pas capté ce que t'as dit* ». Je décide d'y aller.

Ils sont pas bien vieux encore et sous l'autorité de nombreux adultes, et n'occupent pas les mêmes positions socialement, ni dans cette discussion. Le fait que je sois trans, sûr de moi et visiblement plus vieux ne m'empêche pas de savoir le danger qu'ils peuvent représenter pour des personnes de leur âge ou plus jeunes qu'ils fréquenteraient à l'école, dans la famille ou lors de soirées... Trois mecs même adolescents qui parlent du corps d'une fille ça n'a rien d'anodin, mis à part le fait que ça ne dit rien de ce qu'elle a dans la tronche ni dans le coeur. Ça pue la menace, le viol.

L'un deux se tait. Je ne sais pas s'il écoute, s'il veut juste se barrer ou s'il est mal à l'aise. Je l'identifie comme quelqu'un qui vit du racisme. L'un des autres, visiblement plus sûr de lui, m'explique que le sexisme c'est un truc de ma génération. Bien tenté mais ça ne marche pas. Ce n'est pas aux personnes placées en position de dominantes de valider ou nier l'existence d'un rapport de domination.

Ils sont surpris, déstabilisés voire un peu vexés que je leur renvoie ce statut de dominants à la gueule, tous persuadés d'être du côté des « gentils ». Mais c'est trop simple de se dire que seuls les gars sexistes retirent des avantages du patriarcat, tout comme ce serait trop simple de se dire que seul-es les blanches racistes profitent du racisme en tant que système de domination. Le statut de dominant n'est pas seulement un statut actif : on ne l'a pas seulement au moment où on déciderait de marcher sur la gueule de quelqu'un d'autre. Il se joue de façon plus ou moins criante dans la plupart des interactions, des dizaines de fois par jour, qu'il s'agisse de faire du stop, de chopper un appartement, un travail ou encore de remplir ses poches dans un magasin. Il s'incarne dans le fait de se voir attribuer des privilèges par des inconnu-es (être davantage considéré, regardé, pris en compte, valorisé...) ou d'être destinataire de complicités dégueulasses de la part de cell-eux qui nous considèrent comme l'un-e des leurs et parlent devant nous des crasses qu'ils ont dans la tête ou qu'il-es ont fait subir à des personnes dominées. Ces charognes attendent de leur interlocuteur qu'il-e valide ou renforce leur statut de dominant-es. Tout est fait pour qu'on reproduise cette partition dégueulasse si on n'a pas conscience de l'endroit où on est placé socialement parlant, et des privilèges qui vont avec. Se taire, surenchérir ou faire semblant de rire à l'énigme « blague » sexiste, transphobe, homophobe, raciste, classiste, validiste ou âgiste (à croire qu'on ne peut faire de blague qu'en dénigrant ou humiliant ?) revient à se faire complice, de ce qui est en train de se passer et participer de cette complicité de dominants: solidarité masculine, blanche; adulte etc.

Le patriarcat, comme les autres systèmes de domination, doit sa force et sa longévité au fait d'être véhiculé par les dominants mais également par les dominées (qui n'ont pas les mêmes intérêts ni les mêmes responsabilités là-dedans), en faisant intégrer à tous-tes un ensemble de valeurs propices aux dominants (considérés comme point de référence). Ce dernier donne aux personnes dominées une vision dégradée et dévalorisante d'elles-mêmes et des autres dominées. On peut ainsi parler de misogynie intégrée quand des personnes assignées filles posent qu'« *elles aiment pas les filles* » en accusant les autres d'être manipulatrices, menteuses, superficielles (rien que ça !). Ce sexisme à l'œuvre partout, y compris entre personnes assignées filles, est un premier obstacle à détruire pour pouvoir tisser rencontres et solidarités. **Elles auraient une autre gueule, nos relations si elles n'étaient pas considérées comme secondaires, qu'on refusait d'être mises en compétition ou en rivalité systématiques pour assurer notre survie sociale auprès des dominants (pour leur plus grand profit). Chiches?**